

Jeunes *fellahs* en quête de leadership au Maroc

Zakaria Kadiri^{1,4}
 Mohamed Tozy^{2,4}
 Mohamed Mahdi^{3,4}

¹ Faculté des lettres et des sciences
 humaines
 Ain chock Casablanca
 Avenue 2 Mars
 Casablanca
 Maroc
 <zakariaa.kadiri@gmail.com>

² CHERPA
 Institut des études politiques
 d'Aix-en-Provence (CHERPA - IEP d'Aix)
 25, rue Gaston-de-Saporta
 13625 Aix-en-Provence cedex 1
 France
 <mohamed.tozy@eagerabat.com>

³ École nationale d'agriculture de Meknès
 BP S/40
 Route Haj Keddour
 Meknès
 Maroc
 <aitmahdi@gmail.com>

⁴ Centre de recherche économie société et
 culture
 École de gouvernance et d'économie
 (CRESC - EGE)
 Avenue Mohamed Ben Abdellah Regragui
 Rabat 10112
 Maroc

Résumé

Notre analyse porte sur les jeunes *fellahs* (paysans) en quête de leadership, en postulant que la jeunesse renvoie aux mutations sociales et politiques, notamment au rapport entre générations et au rapport aux politiques publiques. L'histoire politique du Maroc montre que pour asseoir une domination sur les territoires ruraux, l'État a toujours entretenu des liens forts avec les élites rurales. Nous nous focalisons sur les nouvelles structures d'opportunités, où l'émergence de nouveaux acteurs et de la société civile depuis les années 1990 affecte le processus et l'apparition de nouvelles formes de leadership jeune. Nous avons mené cette recherche dans le contexte d'un projet d'aménagement hydro-agricole étatique dont la gestion a été transférée à des associations d'irrigants. Nous avons identifié 18 leaders ruraux dont huit jeunes. Nous les avons caractérisés sous forme de trois profils de leaders : le leader notable, associatif et politique. Nos résultats montrent que devenir leader ne dépend plus, comme par le passé, des capacités héritées (foncier, moyens financiers ou liens avec les pouvoirs publics). Les jeunes leaders sont pluriactifs et revendiquent leur statut de *fellah* plus que les notables. Ils illustrent un renouvellement des répertoires de leadership.

Mots clés : jeunes ruraux ; leadership ; Maroc ; ressources ; stratégies.

Thèmes : économie et développement rural ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

Abstract

Young *fellahs* becoming leaders in Morocco

Our analysis draws on the quest of young *fellahs* (farmers) in rural Morocco to become leaders. This quest reflects broader intergenerational trends and socio-political transformations and is related to public policies. Morocco's political history reveals that one strategy that the State has always used as a strategy for dominating rural territories has been the maintenance of strong relationships with rural elites. We focus on new opportunity structures, in which the emergence of new players and the development of the civil society since the 1990s has altered the process and triggered new forms of rural leadership. We conducted our research around a State hydro-agricultural project as its management was transferred to the local farmers, organized in water users' associations. We identified 18 rural leaders, 8 of whom are young men. We characterized them into three leadership profiles: notable, associative, and political leaders. Our results demonstrate that becoming a leader is no longer determined solely by inherited characteristics (land-ownership, financial means, and relationships to the public authorities). The young leaders have multiple activities and proclaim their identity as *fellah* than as notable. They illustrate the renewal of leadership repertoires.

Key words: leadership; Morocco; rural youth; resources; strategies.

Subjects: economy and rural development; territory, land use, agricultural and food production policy.

Tirés à part : Z. Kadiri

doi: 10.1684/agr.2015.0783

Pour citer cet article : Kadiri Z, Tozy M, Mahdi M, 2015. Jeunes *fellahs* en quête de leadership au Maroc. *Cah Agric* 24 : 428-434. doi : 10.1684/agr.2015.0783

Dans plusieurs pays, le choix de leaders ruraux, jeunes et moins jeunes, a été initié par les pouvoirs publics (Fauroux, 1985). Toutefois, la littérature a montré la capacité d'initiative et d'action collective des jeunes ruraux dans le domaine politique et de ses déclinaisons sociales, notamment sous le couvert de projets de développement, des micro-bureaucraties villageoises, et d'associations de jeunes (Chauveau, 2005). Dans des dynamiques internationales, similaires à celle du Maroc concernant la mouvance des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile dans les projets de développement, les jeunes ruraux deviennent des courtiers de développement (Blundo, 1995). Dans cette perspective, plusieurs travaux notent que les jeunes sont animés par des idées nouvelles et travaillés par divers mouvements culturels, et inventent l'avenir de sociétés en plein bouleversement (Bonney et Catusse, 2013).

Au Maroc, le rapport des jeunes aux politiques publiques et aux enjeux de pouvoirs, aux aînés et aux familles a connu de fortes mutations depuis l'indépendance du pays en 1956. L'élite rurale a longuement fait l'objet de rapports privilégiés avec l'État. La monarchie marocaine a établi une alliance avec cette élite en mobilisant les notables ruraux et le vote des « *fellahs* – paysans » pour mettre en minorité le nationalisme urbain (Leveau, 1985). Ces notables que nous considérons dans le prolongement des travaux de Leveau (1985) et Tozy (2010) sont ancrés localement grâce à des réseaux familiaux permettant une reproduction lignagère du pouvoir là où les anciennes structures d'opportunités favorisaient les capacités héritées comme le cheptel, le foncier familial ou les moyens financiers. L'État a favorisé l'émergence des notables pour constituer le centre des politiques publiques agricoles et rurales. Dès le début des années 1970, des notables ont été cooptés au niveau des associations interprofessionnelles, grandes coopératives, chambres d'agriculture et syndicats (Desrues, 2006), ainsi qu'au niveau des communes rurales, institutions décentralisées chargées de la gestion des affaires locales, établissant des liens forts avec les autorités locales du ministère de l'Intérieur.

L'ouverture du Maroc amorcée au début des années 1990 avec la réforme de la Constitution, puis en 1999 avec l'accession au trône de Mohamed VI, a créé les conditions d'une nouvelle configuration politique plus ouverte. Ces structures d'opportunités encadrent l'action des pouvoirs publics qui, depuis, a pris en charge des concepts, véhiculés aussi au niveau international, comme « société civile », « participation des populations », et a vu l'émergence de nombreuses associations de développement local. Les derniers événements dits de « printemps arabe » ont renforcé ces mutations et permis l'expression d'une jeunesse plutôt citadine. Toutefois, la question de l'émergence de nouveaux leaders, notamment de jeunes ruraux, que nous proposons d'analyser, a suscité peu d'intérêt au Maroc. Ni Leveau (1985) dans son étude reliant le pouvoir politique aux élites rurales, ni Pascon et Bentahar (1969), dans leur étude sur « *Ce que disent 296 jeunes ruraux* » n'ont abordé ou rendu visible l'existence et l'émergence des jeunes leaders dans le Maroc rural.

Nous postulons que la jeunesse représente les mutations sociales et politiques que connaît une société en termes de structures d'opportunités sociales et politiques. Ces structures d'opportunité renvoient aux relations existantes dans le contexte historique et socio-politique qui affecte les attentes de succès ou d'échec des leaders ainsi que leurs attributs (Tarrow, 1998). Nous ne définissons pas le leadership, uniquement, par une position sociale déterminée ou de statut prescrit, tel que l'héritage de moyens financiers et fonciers (Blondel, 1987), même s'il faut reconnaître que celle-ci offre des bases pour une quête de leadership (Edinger, 1990). Si ce postulat donne plus d'influence à l'héritage (Bourdieu, 1994), nous nous positionnons d'emblée dans des formes de leadership où les capacités acquises tirées du potentiel individuel, comme la formation, l'occupation de positions institutionnelles, les capacités d'intermédiation, sont déterminantes et évoluent selon de nouvelles structures d'opportunités sociales et politiques (Tozy, 1989). Cet article montrera qu'être leader dépend de moins en moins des compétences héritées, tels que les réseaux familiaux et politiques traditionnels, et que plus les structures

d'opportunités se multiplient, plus le leader mobilise des compétences acquises. Notre analyse des jeunes ruraux leaders s'inscrit donc à travers la compréhension des mutations socio-politiques et des structures d'opportunité qui permettent l'expression de ces capacités acquises.

Nous proposons une analyse à travers deux structures d'opportunités qui ont un effet structurant sur les processus de leadership et qui renvoient aux grandes mutations qui concernent le rapport entre générations et l'État :

- la politique agricole et de l'irrigation ;
- les nouvelles offres de financement pour le développement rural par les bailleurs de fonds.

En analysant trois « idéaltypes » de profils de leaders, nous présumons une complexité de la figure des jeunes leaders en considérant que le jeune et le notable sont des attributs de leaders et non des profils préconstruits.

Nous avons mené cette recherche dans le contexte d'un projet d'aménagement hydro-agricole étatique, dans la zone du Moyen Sebou au nord du Maroc. Entre 1994 et 2001, l'État a adopté une gestion participative en associant les agriculteurs à la gestion des équipements hydrauliques mis en place dans le cadre d'un projet cofinancé avec un bailleur de fonds, l'Agence française de développement (AFD). Ce projet a fortement restructuré la société rurale, en organisant les agriculteurs dans 12 Associations des usagers des eaux agricoles (AUEA) et deux fédérations devenues les responsables de la gestion du réseau d'irrigation sur 6 500 ha. Dans la foulée, des coopératives laitières ont été également créées (Kadiri *et al.*, 2011).

Démarche d'identification des jeunes leaders

Nous considérons un leader rural aussi bien à travers sa reconnaissance par son groupe qu'à travers sa fonction de représentation (Blondel, 1987). Un leader rural est la combinaison d'un ensemble complexe de variables : il s'identifie comme *fellah* et innovateur, mobilise différentes ressources et coalitions, occupe des fonctions

institutionnelles et utilise sa mobilité dans l'espace (Dahl, 1971). Nous avons, dans un premier temps, choisi des leaders occupant des fonctions au niveau des associations, coopératives agricoles et communes rurales. Ensuite, nous avons réalisé des entretiens avec des agriculteurs du Moyen Sebou pour approfondir l'identification des leaders à travers une méthode qu'on pourrait appeler « réputationnelle », qui consiste à demander à nos interlocuteurs d'indiquer les personnes qu'ils considèrent comme leaders – « *zaïm* ». À travers leurs dires, nous définissons les leaders en mettant en avant leurs capacités individuelles et collectives : standing social, ambition, diplôme, généalogie, charisme et représentativité. Les deux procédés ont permis d'identifier 18 leaders reconnus comme tels par les agriculteurs.

Nous avons mené des entretiens approfondis et répétés, entre 2006 et 2013, avec chaque leader. Nous avons enrichi ces entretiens par d'autres données collectées via la participation et/ou l'observation de réunions de bureau et assemblées générales des AUEA, des élections communales et de voyage d'étude des agriculteurs. L'identification des jeunes leaders s'est faite parmi les 18 leaders précédemment identifiés. Nous avons fait le choix d'analyser les jeunes leaders parmi l'ensemble des leaders locaux afin d'étudier leurs profils, ainsi que leurs interactions avec les autres leaders. Nous considérons un jeune comme une construction sociale (White, 2011), écartant ainsi toute définition par l'âge qui ne renseigne pas sur les jeunes leaders que nous analysons. Ainsi, il s'agit de huit jeunes qui se considèrent eux-mêmes comme jeunes. Le fait que les huit jeunes qui se sont identifiés ainsi soient d'un âge avancé entre 26 et 45 ans, est révélateur que la qualification des jeunes leaders ne découle pas uniquement de leurs âges, même s'ils se comparent à d'autres leaders « *plus âgés* » et ayant « *différentes compétences* » qu'eux.

Jeune leader et identité *fellah*

Les 18 leaders pratiquent tous l'agriculture, mais une partie seulement de leur revenu provient de cette activité.

Douze leaders affirment que le revenu agricole ne dépasse pas 40 % de leur revenu total car ils exercent une activité parallèle à l'activité agricole (négociant de céréales, cadre financier, fonctionnaire). Ce caractère, commun à l'ensemble des leaders interrogés, témoigne que pour les jeunes, le cadre de légitimation du leadership s'ouvre à d'autres conditions où l'accès à la terre, l'élevage et l'exercice de l'activité agricole, tout en étant nécessaires, ne sont plus suffisants pour accéder au statut de leader comme ce fut le cas auparavant.

Les jeunes leaders sont pionniers de l'innovation agricole. Certains ont introduit de nouvelles cultures, développé les productions laitières et des agrumes et expérimenté de nouvelles techniques culturales. Ils sont porteurs de nouveaux projets techniques plus rémunérateurs car les revenus extra-agricoles stables leur permettent de prendre plus de risques en agriculture. À l'opposé, un notable de la zone a développé, grâce à ses moyens financiers, des relations de métayage et offert des crédits financiers à des agriculteurs pour entretenir des relations de dépendance et maintenir son leadership.

Cet investissement dans l'agriculture est une manière de consolider leur statut social de jeunes leaders et de donner plus de sens à leur ancrage dans le territoire. « *Je suis d'abord agriculteur, c'est le métier de mes grands-parents* », affirme un jeune leader pluriactif. Un jeune leader revendique son statut de *fellah* même après être passé par la ville pour des études. Il explique avec détermination : « *Je suis fellah, même si je suis instituteur. Les gens peuvent prétendre que je ne suis pas fellah, mais je pratique l'agriculture, je m'occupe de ma terre et de la terre de mon père avec mes frères, je fais tout ce que font les autres.* » Cela montre que l'identité *fellah* est fortement revendiquée lorsque le jeune leader cherche à se positionner dans le leadership local.

Cette revendication du jeune leader *fellah*, souvent après un passage en ville pour étudier ou pour travailler, et qui, après son retour, se distingue, entre autres, par le mode vestimentaire citadin, met en évidence toute la portée du statut du *fellah* quant à la reconnaissance du jeune leader par la « communauté » des pairs. Si pour les notables

traditionnels « *al aâyane* », pratiquer l'agriculture est une marque identitaire évidente de leur statut car ce sont de grands propriétaires terriens, pour le jeune leader « *zaïm chab* » de la nouvelle génération l'identité de *fellah* demeure problématique à cause de son parcours : le « retour au pays » après un passage en ville, la pratique de l'agriculture comme activité économique et comme marque d'identité fortement revendiquée et l'exercice de la pluriactivité.

Opportunités, ressources et stratégies des leaders

Les jeunes leaders occupent de plus en plus de responsabilités qui rendent compte de leur positionnement multiple, leur pluriactivité et la complexité de leur profil : président d'AUEA, de commune, de coopérative, membre associatif, etc. Si ce positionnement institutionnel dans des organisations est un facteur important pour s'imposer en tant que leaders, il n'en demeure pas moins que les plus jeunes d'entre eux mobilisent d'autres ressources techniques, managériales et de montage de projet de développement. Ils saisissent les nouvelles structures d'opportunités et déploient de nombreuses stratégies. Le tout constituant autant de facteurs de légitimation de leadership jeune au sein de sa communauté et de distinction des leaders les uns des autres.

Pour rendre visible leurs différences et similitudes, nous avons distingué les 18 leaders en trois catégories qui constituent des « idéaltypes », sachant que la figure de leader est trop complexe pour être enfermée dans des types définitivement construits. Nous avons ainsi distingué les leaders associatifs (neuf dont sept jeunes), les leaders notables (sept) et les leaders politiques (deux dont un jeune). Nous procéderons à l'analyse et comparaison de trois d'entre eux du point de vue des structures d'opportunités, des objectifs stratégiques poursuivis et des ressources mobilisées (tableau 1).

Le leader associatif

La plupart des leaders des associations ou coopératives se considèrent

Tableau 1. Structures d'opportunités, stratégies et ressources de trois types de leaders.

Table 1. Opportunity structures, strategies, and resources of three types of leaders.

Types de leaders	Structures d'opportunités	Objectifs stratégiques	Ressources mobilisées
Leader associatif	Gouvernance participative Émergence de la société civile Mécanismes de financement nationaux et étrangers	Affichage de l'identité <i>fellah</i> Acquisition d'une légitimité locale Position dans les associations et coopératives Accès possible aux communes rurales	Instruction Innovant dans son exploitation agricole Gestion technique, financière et administrative des associations et coopératives Montage de projets locaux Écoute et capacité de mobilisation des jeunes <hr/> Leader associatif de projet Discours pédagogique convenant aux bailleurs étatiques et étrangers Gestion d'actions de grande envergure
Leader notable	Appui des institutions publiques Démultiplication des positions Reconnaissance du groupe et de l'État (communes, AUEA, coopératives, etc.)	Position centrale dans le groupe Position centrale parmi les autres notables Relations avec les institutions publiques	Liens directs avec les institutions publiques Capacité de représentation et mobilisation du groupe Ressources financières Ressources foncières
Leader politique		Position centrale dans les enjeux politiques	Prise de parole en public Capacité de résolution de conflits

AUEA : Associations des usagers des eaux agricoles.

comme jeunes. Ils tirent leur légitimité de leur implication dans ces organisations mais également de leur investissement dans le domaine des solidarités sociales. Ils sont visibles dans le quotidien des habitants du village et se mobilisent dans des actions de proximité pour les soutenir en cas de décès ou de maladie, pour la réhabilitation de la route, la rénovation de la mosquée, la mise en valeur agricole et l'acquisition du matériel agricole. Tout particulièrement, et grâce à leur positionnement institutionnel, les jeunes leaders acquièrent et mobilisent des compétences :

- techniques en gérant les systèmes d'irrigation par exemple ;
- financières et administratives en dirigeant les associations ;
- d'ingénierie, en montant des projets de développement local (Kadiri et Errahj, 2015).

Ali : le jeune *fellah* leader associatif

Ali est un jeune instruit et pluriactif ; il est instituteur et exerce l'activité agricole en parallèle. Il est fils d'agriculteur

et a vécu dans le milieu rural avant de poursuivre ses études supérieures à Fès. Son objectif est de s'ancrer dans le territoire et faire sa place parmi les leaders. Pour cela, il revendique son identité de *fellah* et d'innovateur. Il a introduit la betterave à sucre et conduit une expérience du semis de céréales sans labour. En outre, il a développé un sens aigu des affaires, saisissant toutes les opportunités et mobilisant différentes ressources. Sa stratégie pour devenir leader repose sur un positionnement multiple dans les organisations collectives et sur l'utilisation de deux structures d'opportunités qui sont très liées : la participation des agriculteurs dans la gestion de l'irrigation et l'émergence de la « société civile ».

Le positionnement multiple d'Ali reflète son ascension sociale et territoriale où il mobilise des compétences acquises. Il a d'abord monté et présidé une association de jeunes, antenne d'une association nationale. Il a finalement dissous cette antenne et a mis en place l'association de développement local destinée à toute la population du village et non seulement aux jeunes. Il a monté un projet d'adduction d'eau potable pour les maisons de

son village. Le projet mobilisait des fonds étrangers mais aussi étatiques via l'Initiative nationale de développement humain (INDH).

Il devient président d'une AUEA en 2003 aux dépens d'un notable et président de l'association de l'époque, tout en s'appuyant sur des personnes relais, principalement des jeunes, qui ont toujours vécu dans le village. Ali mobilise son statut « d'instruit » pour expliquer le règlement intérieur de l'association aux adhérents, et relever les différents dysfonctionnements de gestion. Le jour du scrutin de l'AUEA, il demande un vote à bulletins secrets, comme le prévoit la loi, et non à mains levées, comme cela se pratiquait. Par la suite, il a renforcé sa légitimité par de multiples actions dans la gestion de l'association, telles que l'amélioration du paiement des redevances et la mise en place d'un système d'entretien et de maintenance. Son AUEA devient la plus importante de la zone et une « *success story* » du point de vue de l'ensemble des agents de l'administration et des agriculteurs.

En 2007, Ali a été élu président de l'Union des AUEA. En cumulant des compétences le long de sa carrière

associative, il passe d'un leader qui cherchait une place au niveau local à un leader associatif à l'échelle régionale et gagnant en crédibilité vis-à-vis de l'extérieur. Par exemple, il a visité le Salon international d'agriculture de Paris, et a profité du passage du rallye Aïcha des gazelles pour obtenir un don de matériel pour l'Union des AUEA.

Au sein de l'Union, Ali établit une relation directe avec le trésorier, un notable habitant en ville et cadre financier, mais qui se définit comme un agriculteur qui « connaît la campagne, un fils de la campagne (*weld laâroubiya*) ». Les deux leaders mobilisent leurs compétences dans la gestion administrative et financière, intégrant les mécanismes de financement internationaux, comme par exemple, en 2011 quand leur Union des AUEA a bénéficié d'une subvention de l'AFD dans le cadre d'un projet d'appui aux agriculteurs. L'importance du montant de cette subvention (500 000 €) témoigne que les deux leaders évoluent d'un profil associatif pour devenir des leaders de projet, maîtrisant un discours convenant aux bailleurs étatiques et étrangers et faisant preuve d'une capacité à gérer des actions de grande envergure.

Enfin, ambitionnant de se présenter aux élections communales de juin 2009, les ressources associatives d'Ali (techniques, managériales, montage de projet et d'action de proximité) n'étaient pas suffisantes par rapport à celles du notable traditionnel, son rival aussi bien dans l'AUEA que dans les élections communales. Face à un autre notable, il n'a pas réussi non plus lors des élections de 2015. Lorsqu'il est entré en concurrence avec le notable, sa réussite dans la commune n'était pas garantie. L'échec lors des élections communales nous laisse supposer qu'il manque de liens avec un monde politique encore monopolisé par les ressources des notables, et marqué par le lien fort avec les pouvoirs publics car la commune est perçue localement comme étant une institution « étatique » (Kadiri *et al.*, 2010).

Le notable

Taher : un notable entrepreneur

Taher est un agriculteur et négociant de blé. Sa stratégie est d'entretenir une position centrale dans son groupe et

parmi les autres notables, tout en gardant des relations avec les institutions publiques. Pour cela, il s'appuie sur un positionnement multiple, y compris dans les associations tout comme le font les jeunes leaders. Mais il mobilise d'autres ressources, telles que :

- ses moyens financiers issus du commerce ;
- sa grande exploitation agricole ;
- son capital social élargi ;
- ses capacités de représentation et de mobilisation du groupe.

Ses ressources financières et foncières, héritées et acquises, lui confèrent une importance symbolique de « grand agriculteur – *fellah kbir* ». Il exploite environ 140 ha, dont presque 80 % en céréales. Il est négociant du blé, une activité aussi importante pour lui que celle de l'agriculture. La majorité des agriculteurs cultivent des céréales au Moyen Sebou, ce qui lui permet d'entretenir des relations avec un grand nombre d'agriculteurs qui constituent ses alliés. En outre, il cherche le blé dans toutes les régions du Maroc, cela explique en grande partie son important réseau de contacts. En demandant à un agriculteur de la zone quelle était la différence entre Taher et un autre leader, il nous répond : « Ils sont tous les deux importants – *moubimmine* –, le premier est une personne sage, surtout lorsqu'il s'agit de conflits et de besoin d'intermédiaires pour apaiser les esprits. Alors que Taher est partout, tout le monde le connaît, même à Rabat ! ». Ses multiples déplacements à l'extérieur de la zone, mais aussi ses liens avec les institutions publiques, lui facilitent la maîtrise de l'information comme ressource stratégique.

Par ailleurs, Taher entretient des relations avec la majorité des notables de la zone. « C'est un notable qui connaît tout le monde », souligne un de nos interlocuteurs. Comme Ali, Taher a un positionnement multiple. En plus de la présidence d'une AUEA et d'une fédération d'AUEA (depuis 2003), il siège au Conseil d'administration de la Mutuelle d'assurance agricole marocaine, il est trésorier de la coopérative laitière et vice-président de la commune rurale jusqu'en juin 2009. Il s'agit d'un cumul de fonctions et de positions, trait des nouveaux leaders, jeunes et notables, qui « jouent » sur plusieurs registres.

Si les jeunes s'appuient principalement sur leurs compétences techniques dans l'AUEA, le leadership de Taher repose sur un rapport avec les institutions publiques. En témoigne son plaidoyer auprès de divers acteurs pour la réparation des installations hydrauliques après les inondations de 2010. En outre, il a bénéficié de formations, de visites dans d'autres périmètres irrigués du pays, mais aussi de voyages à l'étranger où il a présenté l'expérience du projet Moyen Sebou. Pour lui, le projet constitue une réussite. Il nous rappelle « *qu'avant (le projet), l'hectare se louait à 1 500 Db (140 euros), et maintenant jusqu'à 5 000 Db (470 euros), en plus c'est nous-mêmes (la fédération) qui gérons tout le périmètre* ».

Le leader de consensus

Ce type de leader est plus porté vers les enjeux de la politique locale, sa présence au niveau des AUEA n'est que symbolique. Car malgré un positionnement multiple, être président de commune est plus important qu'être président d'association pour un tel leader.

Nacer : le jeune président de commune

En analysant le territoire administratif de la commune qu'il préside, nous nous apercevons qu'il dépasse celui des AUEA. Nacer se positionne dans la gestion des conflits locaux et la recherche du consensus. « Tu ne le vois jamais en conflit avec les autres, il fait tout pour rester à la commune » nous rapporte un agriculteur. Sa stratégie est d'accéder à une position centrale parmi les notables de la zone.

En parallèle de sa présidence de la commune rurale, Nacer préside une AUEA, et a succédé en 2006 à un notable à la présidence de la fédération, regroupant sept autres AUEA. Il est surtout guidé par des ambitions et des enjeux électoraux plutôt que par ceux de la gestion de l'eau d'irrigation. En 2009, les inondations ont causé l'arrêt de l'irrigation en endommageant le réseau d'irrigation. Avec d'autres présidents d'AUEA, Nacer a élaboré un plaidoyer et contacte les services publics car les réparations nécessitent des fonds conséquents. Toutefois, la

fédération reste en attente par rapport à l'action de l'État qu'elle souhaite mobiliser et est inactive elle-même pour la réparation du réseau. Cela montre que la place de Nacer dans le dispositif de leadership autour de l'irrigation est réduite par rapport à sa position officielle et que ses contacts ne dépassent guère le niveau communal.

Par ailleurs, sa présidence de la fédération semble n'être qu'une position dans une organisation collective de plus, car malgré les problèmes dans le fonctionnement de la fédération et l'image négative que cela peut donner de sa personne, cela ne l'a pas empêché d'être reconduit comme président de la commune rurale, notamment parce qu'il entretient des liens avec les pouvoirs politiques traditionnels. La commune rurale donne accès à la sphère de la politique locale et permet un contact avec les institutions publiques dans une échelle plus grande que la commune. Le président de la commune est aussi conforté dans un rôle d'intermédiation avec les autorités locales. Le fait que Nacer le jeune, se positionne dans la commune, au même titre que Taher le notable, montre que le jeune tend plutôt à mobiliser les ressources des notables et donc à en devenir un.

Conclusion et discussion

Cohabitation des jeunes avec d'autres formes de leadership

Notre analyse montre qu'au vu des mutations sociales, économiques et politiques, la campagne marocaine a beaucoup évolué depuis les configurations décrites par Leveau (1985) où l'élite rurale est monopolisée par la figure du notable, le *fellah* défenseur du trône et du pouvoir central. Les nouvelles structures d'opportunités sont caractérisées par l'émergence d'un mouvement associatif important depuis les années 1990 et par l'appropriation des principes de la gouvernance participative. Dans ce nouveau cadre d'exercice du pouvoir, la notabilité traditionnelle cherche à se repositionner et à se confronter à de

jeunes nouveaux leaders qui, dorénavant, investissent le champ politique en faisant valoir des légitimités professionnelles. De ce fait, nous sommes devant des configurations de leaders où cohabitent des notables (Leveau, 1985), des leaders associatifs, des entrepreneurs (Tozy, 2010) et des jeunes leaders.

Les jeunes leaders revendiquent leur identité de *fellah*, plus que les autres leaders notables, notamment quand ils ont fait un passage en ville pour des études ou s'ils pratiquent un travail non agricole en parallèle. De ce fait, le statut de leadership dans la campagne marocaine n'est plus uniquement prescrit et confiné dans des cercles familiaux où il est régi par des règles de l'hérédité. Ce statut requiert de plus en plus de nouvelles compétences techniques et managériales, que doivent maîtriser aussi bien les notables que les jeunes leaders pour maintenir leur leadership. Mais les jeunes, de par leur parcours, sont plus confortés pour mobiliser ces compétences et ressources stratégiques provenant de l'État ou, de plus en plus, de financements de bailleurs de fonds.

Les stratégies déployées par les jeunes (passage par une association ou une coopérative pour y faire ses preuves de gestionnaires, pluriactivité, proclamation de l'identité du *fellah*) constituent des actions délibérées pour une ascension sociale vers le leadership. Il s'agit d'une ambition pour occuper un rang élevé dans la communauté, être accepté et considéré comme leader quelle que soit la forme du leadership – notable, entrepreneur ou politique – et cela n'émane pas d'une stratégie pour contourner un statut défavorable. Plutôt que de devenir notable ou de passer par un parti politique qui constitue des trajectoires plus longues pour devenir leaders, les stratégies associatives déployées par les jeunes leur permettent une ascension plus rapide au leadership.

Les jeunes et l'exercice traditionnel du pouvoir

Si la mainmise des pouvoirs publics sur l'espace rural a été favorisée par un système politico-institutionnel qui ne donnait d'espace qu'à la notabilité, les dynamiques actuelles laissent la place à un nouveau leadership qui se base

sur des ressources et des compétences nouvelles. Toutefois, nos résultats montrent aussi que même si le pouvoir traditionnel est encore fort, les nouvelles opportunités créent de la compétition entre différentes ressources permettant l'émergence d'un nouveau leadership jeune. De ce fait, plus l'action publique s'ouvre et les structures d'opportunité se multiplient, plus nous nous retrouvons avec des marges de manœuvre et des nouvelles configurations permettant le positionnement de nouveaux leaders, notamment jeunes.

À l'intérieur de ce cadre, l'arbitrage entre leaders potentiels tient compte des nouveaux critères de compétences portées par les jeunes. Du côté des pouvoirs publics, nous assistons à un exercice « multiple » du pouvoir, à titre d'exemple, entre celui des ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture. En effet, les profils que nous avons analysés nous interpellent sur le fait que, d'une part, les notables sont plutôt ancrés dans les communes rurales, encore considérées comme une institution « étatique » monopolisée par une élite cooptée en lien avec les autorités locales. Cela dit, les jeunes en voie de notabilité ne renforcent-ils pas eux aussi le pouvoir des réseaux traditionnels de l'État avec l'élite rurale ? D'autre part, des jeunes, portés par des ressources professionnelles et managériales, sont plutôt ancrés dans des associations, fer de lance d'un ministère « technique » comme celui de l'Agriculture. Ces jeunes ne sont-ils pas en mesure de modifier les rapports de pouvoir avec l'État sur la base de leurs nouvelles compétences qui légitiment leur leadership ?

Enfin, les leaders jeunes, investissant le champ politique, interpellent sur leurs relations multiples avec les pouvoirs publics : suivront-ils les traces des notables et renforceront-ils le pouvoir central dans les territoires ruraux ? Ou négocieront-ils des espaces d'action en marge des pouvoirs traditionnels, notamment à travers des politiques « professionnalisantes » comme le Plan Maroc Vert ? ■

Remerciements

Les auteurs remercient le projet DAIMA qui a appuyé scientifiquement et financièrement cette étude.

Références

- Blondel J, 1987. *Political leadership: towards a general analysis*. London: Sage.
- Blundo G, 1995. Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais. *Cahiers d'Études Africaines* 35:73-99.
- Bonnefoy L, Catusse M, 2013. *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*. Paris: La Découverte.
- Bourdieu P, 1994. Stratégies de reproduction et modes de domination. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*; 3-12.
- Chaveau JP, 2005. Introduction thématique. Les jeunes ruraux à la croisée des chemins. *Afrique contemporaine*; 15-35.
- Dahl R, 1971. *Qui gouverne ?* Paris: Armand Colin.
- Desrues T, 2006. Le corporatisme agrarien au Maroc. La trajectoire de l'Union marocaine de l'agriculture. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*: 197-217.
- Edinger LJ, 1990. Approaches to the comparative analysis of political leadership. *The Review of Politics* 52:518.
- Fauroux E, 1985. Le problème des jeunes leaders paysans dans les communautés de l'Équateur. *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* XXI:197-202.
- Kadiri Z, Errahj M, 2015. Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables. *Alternatives Rurales*. Hors-série Jeunes Ruraux.
- Kadiri Z, Kuper M, Errahj M, 2011. Projets d'aménagement et développement territorial. Le cas du périmètre irrigué du Moyen Sebou au Maroc. *Pôle Sud*: 77-96.
- Kadiri Z, Tozy M, Errahj M, 2010. L'eau d'irrigation et les élections communales au Moyen Sebou. L'association des irrigants comme espace de compétition politique. In : Tozy M, (dir). *Élections au Maroc. Entre Partis et notables (2007-2009)*. Casablanca : Ennajah El Jadida : 199-227.
- Leveau R, 1985. *Le fellah marocain défenseur du trône*. 2^e éd. Paris: Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Pascon P, Bentahar M, 1969. Ce que disent 296 jeunes ruraux. *Bulletin Économique et Social du Maroc*: 145-287.
- Tarrow S, 1998. *Power in movement: social movements and contentious politics*. 2nd edition. New York: Cambridge University Press.
- Tozy M, 2010. Leaders et leadership. Configurations complexes, ressources politiques et influence potentielle des leaders dans le cas de l'Oriental marocain. In: Bonte P, Elloumi M, Guillaume H, Mahdi M, eds. *Développement rural, environnement et enjeux territoriaux : regards croisés Oriental marocain et Sud-est tunisien*. Rabat: La croisée des Chemins: 363-78.
- Tozy M, 1989. Représentation/intercession, les enjeux de pouvoir dans les champs politiques désamorcés au Maroc. *Annuaire de l'Afrique du Nord* 28:153-68.
- White B, 2011. *Who will own the countryside? Dispossession, rural youth and the future of farming*. Netherlands: International Institute of Social Studies.